

Écrit par le 22 novembre 2024

(Vidéo) Pernes-les-Fontaines, Quand le géant Sodexo rencontre les Jardins de Solène



Solène Espitalié, ingénieure en agriculture spécialisée dans le marketing et le développement commercial a créé les Jardins de Solène en 2017. Elle vient de faire visiter à l'équipe qualité de Sodexo, son atelier de transformation de légumes moches à Pernes-les-Fontaines.

«J'ai imaginé mon projet 'Les jardins de Solène' en 2014, relate Solène Espitalié la fondatrice de l'entreprise. Aujourd'hui 12 collaborateurs dont 8 en situation de handicap, y œuvrent. Leur mission ? Collecter des légumes hors calibres auprès des agriculteurs et les préparer pour ensuite les proposer à la restauration collective. En fait, j'insiste bien sur le fait que nous achetons des légumes moches aux agriculteurs locaux.»

Eradiquer le gaspillage

Écrit par le 22 novembre 2024

«Pourquoi ? Parce que ce sont des légumes tout à fait délicieux et consommables et que sans notre action, ils seraient voués à la destruction. Cela en dit long sur l'objectif de notre écosystème qui est d'augmenter le pouvoir rémunérateur des productions agricoles et de revaloriser leurs produits. Nous pouvons transformer jusqu'à 2 tonnes de produits brut par jour dans notre atelier de 420m2 à Pernes-les-Fontaines, créé en 2017 après 9 mois de travaux.»

Les clients

«Les produits transformés sont proposés aux Ehpad (Établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes), hôpitaux, crèches, écoles, restaurants d'entreprise. Au total, une quinzaine de sociétés se fournissent de façon régulière et ponctuelle au Jardin. Et pour arriver à ce résultat ? C'est beaucoup de prospection. Depuis 2017 je rencontre tous les élus, les collectivités, les opérateurs privés. Je présente ce que l'on fait, nos outils, nos valeurs humaines, éthiques, environnementales et notre démarche parce que nous sommes dans la volonté de développer un écosystème local en impliquant toutes les parties prenantes.»

Sodexo

«Et puis, un jour, on se retrouve avec Sodexo parce que l'on partage les mêmes valeurs et l'on peut travailler, ensemble, sur le même territoire. Comment nous nous sommes rencontrés ? Par une prise de contact de [Sodexo](#) suite à la conférence TEDx* à laquelle j'avais participé il y a 3 ans. La responsable achat national avait visionné la conférence et chargé le responsable des achats régional de me contacter. C'était une excellente nouvelle parce que nous voulions travailler avec les leaders de la restauration collective. Là où tout le monde me disait 'Mais non, tu es trop petite, tu n'es qu'un petit acteur local !' Moi il me semblait évident qu'un leader mondial pouvait tout autant travailler avec un petit acteur. Ça tombait à pic et c'est ainsi que nous avons commencé à échanger, à nous rencontrer. Et puis des responsables de Sodexo ont visité notre atelier de transformation de légumes à Pernes. Après, on s'est dit que ce serait vraiment très chouette de travailler ensemble.»

TEDx L'acronyme TED signifie : Technology, Entertainment and Design. Le X signifie qu'il s'agit d'un événement indépendant. Le Ted c'est une fondation américaine à but non lucratif qui organise des rencontres sous forme de conférences depuis plus de 25 ans à travers le monde.*

La grande firme

«Le service Achat de Sodexo est organisé pour être au plus près du terrain avec 9 acheteurs régionaux qui connaissent bien leurs fournisseurs, précise Marie-Cécile Leprat directrice de la communication institutionnelle de Sodexo, et c'est rare dans la restauration collective qui compte souvent une centrale d'achat à Paris. Ainsi, Solène est en relation avec le spécialiste Paca (Provence-Alpes-Côte d'Azur). »
«Oui, il était dans nos locaux il y a peu, acquiesce Solène Espitalié. Nous nouons, depuis 2 ans, une vraie relation de terrain tout à fait opérationnelle émaillée de rencontres régulières, en direct. IL était important d'aborder autre chose que de simples relations client-fournisseur pour aborder ce qui était mis en place en termes d'[inclusion](#), de plan de formation.»

Et demain ?

«Comment je vois le développement de mon entreprise ? (Rires) Avec un partenariat comme Sodexo c'est surtout démontrer que l'on peut changer les pratiques économiques dans l'imaginaire collectif. Le

Ecrit par le 22 novembre 2024

développement et le déploiement de l'activité ? C'est une affaire de coconstruction avec un leader et une petite PME locale (Petite et moyenne entreprise). J'en parle d'autant plus facilement qu'il n'y a pas lieu, pour nous, de grandir démesurément et de toucher l'international. Nous n'avons pas la volonté de développer la structure ni en termes de locaux, ni en termes d'activité ni en nombre de salariés puisque que nous sommes locaux et livrons dans les villes alentours.»

Vers un déploiement

«L'objectif ? Déployer le modèle et l'essaimer sur d'autres territoires. Aujourd'hui ? Oui, nous recevons énormément de sollicitations parce qu'il y a une vraie prise de conscience du gaspillage. Beaucoup d'initiatives commencent à voir le jour un peu partout sur le territoire national. Mais il y a un travail de fond à faire comme de bien consolider ce modèle, en concevant des partenariats avec toutes les parties prenantes, Sodexo en est un très bel exemple. Ce seront autant de fondations qui nous permettront, demain, un essaimage solide sur d'autres territoires. Il faudra aussi travailler aux études préliminaires de l'essaimage et, pour cela, nous sommes accompagnés par l'incubateur [Inter-Made](#) à Marseille. Je pense aussi à la grande richesse du programme national d'[Impact+ de Sodexo](#) qui permet de bénéficier de l'expertise des professionnels de cette grande entreprise.»

La grande distrib' ?

«Est-ce que nous nous intéressons au marché des particuliers ? Non, parce que notre ambition première est de fournir la restauration collective et aussi parce que le tonnage de produits déclassés est inouï ! Lorsque les gens me disaient : 'Mais comment vas-tu faire, tu n'auras jamais assez de produit !' C'est plutôt l'inverse qui est arrivé avec beaucoup de producteurs nous sollicitant et pas assez de commandes, donc nous n'avions, dès le début, pas d'autres choix que de nous adresser à la restauration collective, pour toucher le plus grand nombre possible, et, ainsi, sensibiliser toutes ces personnes aux questions sociales, économiques et environnementales. Finalement, on touche les particuliers via les restaurants d'entreprise, les collégiens et lycéens via les établissements scolaires. Si un jour nous touchions les particuliers, ce serait par les grands circuits de distribution.»

L'épineuse question de l'inclusion

«Pour bien comprendre, Les jardins de Solène sont une émanation de la 1^{re} structure que l'on avait créée en 2008, [Solid'Agri](#), qui était une association Loi 1901 et dont l'objectif était vraiment de faire de l'inclusion durable de personnes en situation de handicap en milieu ordinaire. Pour leur redonner de la confiance, de la dignité, les accompagner dans toutes les problématiques de santé, de mobilité et de logement et, aussi, de les faire monter en compétence. Ce qui me réjouit ? Alors que nous travaillons en milieu ordinaire, mes collaborateurs ne sont pas gérés par des encadrants, des éducatrices, ils sont devenus autonomes... Des exemples ? J'avais une équipe qui était sur la transformation de légumes et une autre dévolue à la prestation agricole : tailler la vigne chez les producteurs, planter des fraisiers, des salades. Les deux chefs d'équipes de ces salariés font partie des personnes en situation de handicap. Les tous premiers atomes crochus que l'on a eus, justement avec Sodexo, étaient sur l'inclusion. Pourquoi ? Parce que de leur côté beaucoup de choses sont faites même si ça n'est pas su. Ils ont même élaboré un programme très abouti alors que la vraie inclusion, en France, est très compliquée.»

Solid'Agri

Écrit par le 22 novembre 2024

«J'ai été la co-fondatrice puis la directrice de cette association. J'en parle au passé car dans l'optique d'une économie viable, nous voulions fusionner les deux structures et c'est, aujourd'hui, chose faite. L'idée de base ? On a besoin de consolider notre modèle économique, l'activité agricole est notre ADN et nous voulons travailler auprès des producteurs. Le hiatus ? Que faire lorsqu'il pleut durant deux semaines, que nos salariés ne peuvent pas travailler et qu'à la fin du mois nous payons les mêmes charges ? Il fallait donc trouver des activités complémentaires qui conservent un impact positif pour les producteurs comme pour notre territoire. C'est à partir de là que nous avons fait les études sur les déchets de produits dits déclassés.»

L'intention se lit déjà dans les statuts

«Ainsi, de Solid'Agri association de Loi 1901, nous sommes devenus une entreprise sociale et solidaire, apprenante. Les jardins de Solène sont l'émergence de l'intelligence collective que l'on a travaillée au sein de Solid'Agri. Nous avons souhaité créer une SAS, Société par actions simplifiées appartenant à l'Économie sociale et solidaire à laquelle s'ajoute l'agrément Entreprise solidaire d'utilité sociale. Ce que ça nous apporte ? Rien de plus que d'habitude puisque nous étions déjà engagés dans la gouvernance participative et l'implication des salariés et parties prenantes. Avec ou sans l'agrément nous travaillons déjà ainsi mais c'est plus pour les personnes qui ne nous connaissent pas, comme un gage de confiance. Cela a du sens, très concrètement, notamment lorsque les marchés publics détaillent des clauses d'insertion sociale, qui sont autant d'opportunités pour faire travailler les acteurs locaux, avec cette volonté inclusive.»

La crise sanitaire

«Quel impact a eu la Covid-19 sur notre activité ? Il y a un an nous n'avions pas encore diversifié notre fichier clients ni consolidé des démarches partenariales comme avec Sodexo. Nous n'étions que sur de la restauration collective publique, avec notamment à 90% sur des cuisines centrales de collectivité qui fournissent des écoles. Lorsque les écoles ont fermé leurs portes notre activité a été tout aussi freinée. Nous avons travaillé en solidarité avec l'hôpital d'Avignon, mais qui avait peu de demandes. On a perdu 90% de notre chiffre d'affaires. La chance des PME TPE (Très petites et moyennes entreprises ? Être agiles et nous réinventer assez rapidement ! C'est l'axe que j'ai choisi de prendre. J'ai fait un gros travail de fond avec la fondation Yves Rocher et Sodexo ce qui nous a permis d'avancer sur le partenariat.»

Yves Rocher

«J'avais gagné le prix [Terre de femmes](#) (Prix des femmes engagées pour la [RSE](#), Responsabilité sociétale des entreprises) en 2018. Je fais partie de leur communauté et nous travaillons ensemble. Je n'avais pas choisi ce timing mais, pour finaliser la fusion de l'association et de l'entreprise, j'avais lancé une levée de fonds début 2020 et, c'est alors que j'ai découvert que les fondations pouvaient devenir actionnaires d'entreprises. C'est très peu connu en France et dans ce sens nous sommes pionniers. Je peux désormais en parler : la Fondation Yves Rocher devient actionnaire des Jardins de Solène et exerce sur nous du mécénat de compétences pour m'accompagner sur des questions juridiques, marketing, de communication...»

Le mentorat des grandes entreprises

«C'est aussi ce que nous faisons avec Sodexo dans le cadre du programme national où les experts des

Ecrit par le 22 novembre 2024

Ressources humaines, qualité m'accompagnent pour encore plus optimiser nos pratiques, dans notre modèle. Avec Sodexo et Yves Rocher, nous sommes sur des démarches très innovantes qui changent les pratiques et les échanges par rapport aux modèles classiques. Yves Rocher a aussi un très joli programme international : 'Plantons pour la planète' -désormais appelé '[Plant for life](#)' - qui finance la replantation de milliers d'arbres, ce qui m'a donné envie de mettre quelque chose en place comme la plateforme [Ecovia](#). Ce que je dis à mes clients ? 'En travaillant ensemble vous permettez à conforter l'emploi et donc l'autonomie des personnes en situation de handicap, vous permettez de faire travailler tout un écosystème local !' L'autre point important ? Grâce à Sodexo nous, employeurs inclusifs, avons pu entrer en contact les uns avec les autres et confronter nos expériences dans tous les volets de nos pratiques, ce qui en fait un enseignement très riche. Cela va optimiser les pratiques entre acheteurs, sans quoi, faute de temps et de moyens, nous ne nous rencontrions jamais et n'aurions pas pu construire de ponts entre nos structures. Et c'est ce programme Impact+ qui permet cette capitalisation.»

Impact+

Impact + est destiné aux fournisseurs de Sodexo engagés dans l'économie inclusive. Il les accompagne dans leur croissance, avec le support de collaborateurs Sodexo mettant à disposition leur expertise et leur réseau. L'ambition de Sodexo via ce dispositif ? Augmenter la part de ses achats inclusifs et renforcer sa politique d'achats responsables. Les destinataires du programme ? Les structures d'insertion, de l'ESS (Économie Sociale et Solidaire), les Coopératives, Esat (Etablissement et Service d'Aide par le Travail) et les PME et TPE, quel que soit leur secteur d'activité.

Témoignages

Pour Samuel Mougin, Cofondateur de [Pain & Partage](#) : «Un pain bio, local et solidaire ? De la farine, de l'eau, du sel, du levain... Mais avec Sodexo et son programme Impact+, nous avons ajouté de nouveaux ingrédients pour donner plus de saveur à notre pain : de la création d'emplois inclusifs, de la coopération, des engagements réciproques, de la solidarité, de la valorisation d'une agriculture durable et locale, de la prise en compte des dimensions santé et nutrition... Une recette expérimentée à Marseille qui est appelée à être dupliquée sur d'autres territoires.

Pour Alexandre Guilluy, Président et Cofondateur des [Alchimistes](#) «Il s'agit d'un levier considérable pour fédérer de plus en plus de citoyens autour des thématiques du compostage et de la qualité des sols ! En tant qu'acteur de l'Économie Sociale et Solidaire implanté dans 8 régions françaises, nous sommes accompagnés par Sodexo dans la promotion de l'inclusion, de la diversité et de l'ancrage local, des valeurs qui nous sont chères.»

Parole d'entreprise

«Nous avons une politique d'achat responsable forgée sur la proximité, le local, détaille une salariée du groupe Sodexo. Nous mettons en pratique notre politique RSE qui contient un volet important sur l'inclusion et dès la création de Sodexo en 1966 il y a cette urgence à être un acteur économique et territorial, avec un appui marqué sur toutes les problématiques sociétales comme l'inclusion. Notre investissement dans la politique d'achat local, de l'emploi des personnes en situation de handicap et la RSE nous ont conduits, avec le programme Impact+, à accentuer notre accompagnement auprès d'associations et d'entreprises impliquées dans l'inclusion afin qu'elles se développent plus encore et rapidement. C'est ainsi, par exemple, que nous soutenons 'Pain et partage' depuis plus de 17 ans,

Ecrit par le 22 novembre 2024

‘Mademoiselle de Provence’...»

Par ailleurs, Sodexo s’est engagé au sein du Collectif des 35 entreprises pour une économie plus inclusive. Le collectif, créé en 2018, regroupe les entreprises désireuses de mettre leur puissance économique au service du progrès social et sociétal. Au sein du collectif, Sodexo est le co-sponsor du Groupe de Travail dédié aux Achats Inclusifs. Au 31 août 2020 le chiffre d’affaires de Sodexo France était de 2,6 milliards d’euros.

Et la crise sanitaire dans tout cela ?

«Quant à la Covid-19 ? Les restaurations collectives ayant fermé, la crise sanitaire nous a obligés à réagir plus vite et à développer d’autres solutions de restauration auprès des collaborateurs en situation de mobilité, reprend une responsable de Sodexo. Concrètement ? Lors du 1^{er} confinement, on s’est aperçu que les mères de familles et les parents en général étaient complètement débordés avec les enfants et le travail en même temps à la maison. On a donc proposé des repas pour une famille de 4 personnes avec entrée, plat dessert, sur l’appli ‘[Prêt à partager](#)’. L’objectif ? Faire en sorte que les parents n’aient pas à cuisiner.»

Aux prémices

Sodexo a été Créé en 1966, à Marseille, par [Pierre Bellon](#) et est présent dans 67 pays. L’entreprise, outre la restauration collective, est spécialiste de la propreté, l’entretien et la maintenance technique des matériels et des installations, des déplacements et des frais professionnels jusqu’aux services d’aide à domicile, de crèche ou de conciergerie. Sodexo compte 470 000 collaborateurs à travers le monde. «Si 80% du chiffre d’affaires de Sodexo provient de la restauration, souligne une responsable de Sodexo, nous développons tout une sphère de services où n’accompagnons pas seulement les entreprises issues de l’agroalimentaire comme la société parisienne ‘Les Alchimistes’, société de [bio déchets](#), qui est en train de se développer un peu partout en province ainsi qu’à Marseille».

Côté chiffres

«Fin 2020, nous avons valorisé 60 tonnes de fruits et légumes déclassés, dits ‘moches’, précise Solène Espitalié. Nos fruits et légumes permettent d’élaborer plus de 7 000 repas par semaine et avec Sodexo, demain, ce sera encore plus. Nous sommes 11 salariés en tout, dont 8 collaborateurs en situation de handicap et prévoyons d’en embaucher entre 2 à 4 en CDI (Contrat à durée indéterminée) de plus cette nouvelle année. Notre objectif 2021 ? Collecter, payer et transformer 112 tonnes de fruits et légumes moches !»

Le handicap frappé d’ostracisme

«Nous ne sommes pas sur des passerelles pour l’emploi mais nous sommes l’emploi, avec une phase d’accompagnement pour la santé, la mobilité et le logement avec bien souvent un contrat d’insertion ou des CDD (Contrat à durée déterminée) mais l’objectif reste l’emploi durable avec le CDI, rappelle Solène Espitalié. Un exemple ? Sébastien, chef d’équipe travaille à mes côtés depuis 2008. En septembre 2020 nous avons embauché Clément. En parallèle nous recevons une dizaine de stagiaires par an parce que la difficulté, la discrimination des personnes en situation de handicap est bien réelle et qu’elles ne trouvent pas d’entreprises accueillantes. Alors nous avons mis en place des partenariats avec [Pôle emploi](#), [Cap’emploi](#) et des structures de type Esat. Cela leur permet de construire leur projet professionnel en

Écrit par le 22 novembre 2024

milieu ordinaire, de découvrir notre atelier de transformation ou encore de s'essayer aux activités agricoles. En 2020 nous aurons réalisé un chiffre d'affaires de 250 000€ ce qui n'est pas merveilleux mais du à la crise sanitaire que nous vivons actuellement. En 2021 nous voulons dépasser les 550 000€ grâce à de nouveaux marchés publics et des partenariats.»

Les entreprises accompagnées par Impact+

Les entreprises actuellement accompagnées par Sodexo dans le cadre d'Impact+ sont : 'Mademoiselle Provence' à Céreste pour la production de blé et pâtes ; 'Pain et partage' à Marseille pour la boulangerie ; l'ADAPEI 44 (Association départementale de parents et d'amis des personnes handicapées mentales) de Nantes pour la production maraîchère, la chocolaterie et la boulangerie ; 'La ferme de Béthanie' à Picauville pour les yaourts et les fromages blancs ; 'La fondation Anaïs' à Paris pour la légumerie, le conditionnement et la brasserie ; 'Le Café joyeux' à Paris pour le café ; 'La SCIC Coop Bio' à Combs-la-Ville pour la distribution de fruits et légumes et la légumerie ; 'Les jardins de Solène' à Pernes-les-Fontaines pour la légumerie ; 'La fabrique cookies' à Clichy pour les biscuits ; 'Les alchimistes' à l'Île-Saint-Denis pour les bio-déchets ; 'la Winerie' à Montreuil pour l'assemblage de vin et la ré-implantation de vignes en Ile-de-France à Montreuil ; 'Lemon Tri-Lemon aide' à Pantin pour la gestion des déchets et 'Moulinot' à Stains pour les bio-déchets.

(Vidéo) Pernes-les-Fontaines, un producteur de melon mis à l'honneur sur les grilles de l'Assemblée Nationale.

Ecrit par le 22 novembre 2024



Le Salon de l'agriculture n'ayant pas lieu pour cause de Covid-19, l'Assemblée nationale a fait apposer des portraits d'agriculteurs sur ses grilles. Parmi les 16 clichés représentant la richesse et la diversité du patrimoine agricole français, figure le portrait de Pierre Jean, producteur de melons de [Pernes-les-Fontaines](#). Le cliché est l'œuvre d'un photographe du Conseil départemental pris à l'occasion d'un reportage destiné à [84 Le Mag](#). L'exposition est visible jusqu'au 31 mars.

Merci !

«À celles et ceux qui nous nourrissent... Depuis le début de la crise sanitaire, le monde agricole fait preuve d'une résilience extraordinaire, entame [Julien Denormandie](#). Celles et ceux qui nous nourrissent manifestent un engagement sans faille et une grande solidarité pour assurer l'alimentation des Français. À travers les seize portraits de cette exposition, ce sont des femmes et hommes, cultivateurs et éleveurs, de l'Hexagone et des Outre-mer qui sont mis en valeur : tous consacrent leur vie à produire le meilleur pour chacun d'entre nous. Aller à leur rencontre dans les points de vente à la ferme, consommer des produits frais et locaux, accepter de payer le juste prix qui récompense engagement et savoir-faire, c'est autant de façons de leur témoigner notre soutien et de leur dire merci,» a souligné le ministre de l'Agriculture

Ecrit par le 22 novembre 2024

16 territoires mis à l'honneur La très symbolique exposition de portraits d'agriculteurs sur les grilles du Palais Bourbon initiée par le [Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation](#) rendait hommage à la diversité des métiers d'ordinaire mis à l'honneur lors du [salon de l'Agriculture](#). L'exposition a été inaugurée par [Richard Ferrand](#), Président de l'Assemblée Nationale ainsi que Julien Denormandie, ministre de L'Agriculture et de l'Alimentation.

Charlie Sokol

Salon de l'Agriculture 2018.

Pernes-les-Fontaines : réouverture de l'école Jean-Moulin

Suspendu depuis le 4 février dernier, l'accueil des élèves de l'école primaire Jean Moulin de Pernes-les-Fontaines va pouvoir reprendre à partir de lundi prochain.

Ces dernières semaines, plusieurs élèves de l'école primaire Jean Moulin de Pernes-les-Fontaines ont présenté des symptômes (endormissement, nausées, céphalées, douleurs abdominales...), sans signes de gravité. Toutefois, par mesure de précaution, l'accueil des enfants au sein de l'école a été suspendu dès le 4 février afin de permettre la mise en œuvre d'investigations approfondies par une cellule de coordination pluridisciplinaire pilotée par Santé Publique France et associant les représentants des parents d'élèves.

Les contrôles n'ont décelé aucune anomalie

De nombreuses analyses ont été réalisées dans les locaux de l'école : sur les fluides (eau, air), l'alimentation (plats servis à la cantine), les équipements (contrôle de la chaudière), mesure du taux de monoxyde de carbone, etc. Ces contrôles n'ont révélé aucune anomalie.

En complément, les classes ont été désinfectées et un nettoyage complet de l'école a été réalisé. Des recommandations concernant l'aération des locaux et la mesure des paramètres de confort et des polluants réglementaires ont été faites et seront mises en place dès la réouverture de l'école.

Au vu de ce diagnostic et de l'état de santé satisfaisant des enfants restés à la maison, la préfecture de Vaucluse vient de confirmer que l'école sera accessible pour tous les élèves à partir du lundi 8 mars. Un protocole précis sera mis en place pour la prise en charge des élèves en cas d'apparition de nouveaux symptômes lors de la reprise des cours, avec une présence infirmière ou médicale en relais sur le temps scolaire.

13 communes de Vaucluse ont été choisies pour bénéficier du dispositif 'Petites villes de demain'

Le Gouvernement a lancé, via l'[Agence nationale de la cohésion des territoires](#), un soutien spécifique pour la revitalisation des communes de moins de 20 000 habitants de 3 milliards d'€ dispensés jusqu'en 2026. Concrètement, ce soutien financier intervient dans l'ingénierie des projets (à hauteur de 250M€) et ses possibles financements. Objectif ? La redynamisation économique, sociale, culturelle et écologique des petites communes de moins de 20 000 habitants.

Les communes vauclusiennes choisies

Les communes vauclusiennes éligibles et choisies par le Gouvernement, via le préfet, sont : Apt, Aubignan, Bollène, l'Isle-sur-la-Sorgue, Malaucène, Mazan, Mirabeau, Monteux, Pernes-les-Fontaines, Sault, la Tour d'Aigues, Vaison-la-Romaine et Valréas.

"38% de la population française vit dans les petites communes"

En clair

Petites villes de demain est donc un dispositif organisationnel et financier visant à améliorer les conditions de vie des habitants des petites communes et des territoires alentours, en accompagnant les collectivités dans des projets respectueux de l'environnement. Près de 1 000 Petites villes sur le territoire et 53 en Provence-Alpes-Côte d'Azur bénéficieront de ce dispositif dont 13 en Vaucluse.

Objectif

Objectif ? Accélérer l'attractivité et le dynamisme territorial et donc la relance en s'appuyant sur la rénovation du centre-ville, l'écologie et les circuits courts. La problématique ? Aider les maires à faire face au départ des commerces, des services de proximité et de santé. Au préalable, le maire doit s'être mis en relation avec le préfet, délégué territorial de l'Agence nationale de la cohésion des territoires qui vérifie si sa ville est éligible au dispositif et peut, ainsi, bénéficier de ce soutien de redynamisation. La réponse acquise, le maire procède, avec des habitants, au diagnostic du territoire, à la stratégie à mettre

Ecrit par le 22 novembre 2024

en œuvre et aux actions à mener, informations recueillies et énoncées dans un document 'Projet de territoire' pour redonner vie à son territoire et valoriser son patrimoine. Enfin, désormais membres des Petites villes de France, le maire et son équipe partagent leur expérience et conseils au sein du Club Petites villes de demain qui réunit d'autres élus et acteurs locaux partout en France.

'1 000 binômes communes-intercommunalités seront accompagnés par ce programme'

Dans le détail

Au total donc, les 3 milliards d'€ destinés aux 1 000 communes pourront faire éclore les projets menés par le maire et son équipe. Le dispositif, propose, entre-autres, de financer, à hauteur de 75%, le poste de chef de projet qui accompagnera la collectivité, celui du manager de centre-ville à hauteur de 40000€ pour 2 ans, le financement de 1 000 îlots de fraîcheur et d'espaces publics plus écologiques, également des réductions fiscales pour des travaux dans l'immobilier ancien avec le dispositif Denormandie et de la Fondation du patrimoine...

Le numérique aussi

Le numérique reste très présent avec la création de 800 France Services (guichet unique d'accès aux services publics), d'ici 2022 dans les communes du programme (avec 30 000€ de subvention annuelle + une formation et des aides à l'investissement), la création de 200 Fabriques du territoire, tiers-lieux regroupant des services liés au numérique (télétravail, ateliers partagés...) profitant à l'ensemble du territoire, le déploiement de 500 Micro-Folies, tiers-lieux numériques culturels développés par l'établissement public de la Vilette et financés jusqu'à 80% par l'État.

'Petites villes de demain est un dispositif qui délivrera 3 milliards d'€ pour la revitalisation des villes de moins de 20 000 habitants'

Les partenaires

Ce soutien spécifique piloté par l'Agence nationale de la cohésion des territoires intervient à partir de partenariats avec la Banque des territoires, l'Agence nationale de l'habitat, l'Adème (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie), l'Anah (Agence nationale de l'habitat), le Cerema (Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement) et l'Association des petites villes de France, les CAUE (Conseil d'architecture, d'urbanisme et d'environnement)...

En complément d'un autre dispositif

Ce programme est lancé trois ans après '[Action cœur de ville](#)', qui lui est destiné aux villes de plus de 20

Écrit par le 22 novembre 2024

000 habitants et doté de 5 milliards d'euros sur cinq ans pour améliorer les conditions de vie des habitants des villes moyennes et conforter le rôle de moteur de ces villes dans le développement du territoire.



Les villes du Gard (dont Roquemaure du Grand Avignon) et des Bouches du Rhône limitrophes du département de Vaucluse bénéficiant du dispositif.

Les Bouches-du-Rhône

Les villes retenues dans les Bouches-du-Rhône sont : Châteaurenard, Lambesc, Port-Saint-Louis-du-Rhône, la Roque-d'Anthéron, Saint-Martin-de-Crau, Saint-Rémy-de-Provence, Sénas et Trets.

Le Gard

Les villes choisies dans le Gard sont : Aigues-Mortes, Anduze, Aramon, Barjac, Beaucaire, Bellegarde, Calvisson, La Grande Combe, le Grau-du-Roi, Pont-Saint-Espirit, Quissac, Remoulins, Roquemaure, Saint-Ambroix, Saint-Gilles, Saint-hilaire-de-Brethmas, Saint-Hyppolite-du-Fort, Saint-Jean-du-Gard, Sommières, Vauvert et Le Vigan.

L'Ardèche

Écrit par le 22 novembre 2024

Les villes retenues par le Gouvernement sont : Le Cheylard, l'Argentière, Le Pouzin, Ruoms, Saint-Agrève, Le Teil, Tournon-sur-Rhône, Vallon-Pont d'Arc, Le Vans, Villeneuve-de-Berg, Viviers, La Voulte-sur-Rhône.

La Drôme

Dans la Drôme ce sont : Buis-les-Barronnies, La Chapelle-en-Vercors, Cléon-d'Andran, Crest, Die, Dieulefit, Livron-sur-Drôme, Loriol-sur-Drôme, Nyons, Saint-Donat-sur-l'Herbasse, Saint-Jean-en-Royans et Saint-Vallier qui ont été sélectionnées.

Les Alpes-de-Haute-Provence

Dans les Alpes-de-Haute-Provence : Annot, Banon, Barcelonnette, Castellane, Château-Arnoux-Saint-Auban, Forcalquier, Saint-André-les-Alpes, Seyne et Sisteron bénéficieront du dispositif.

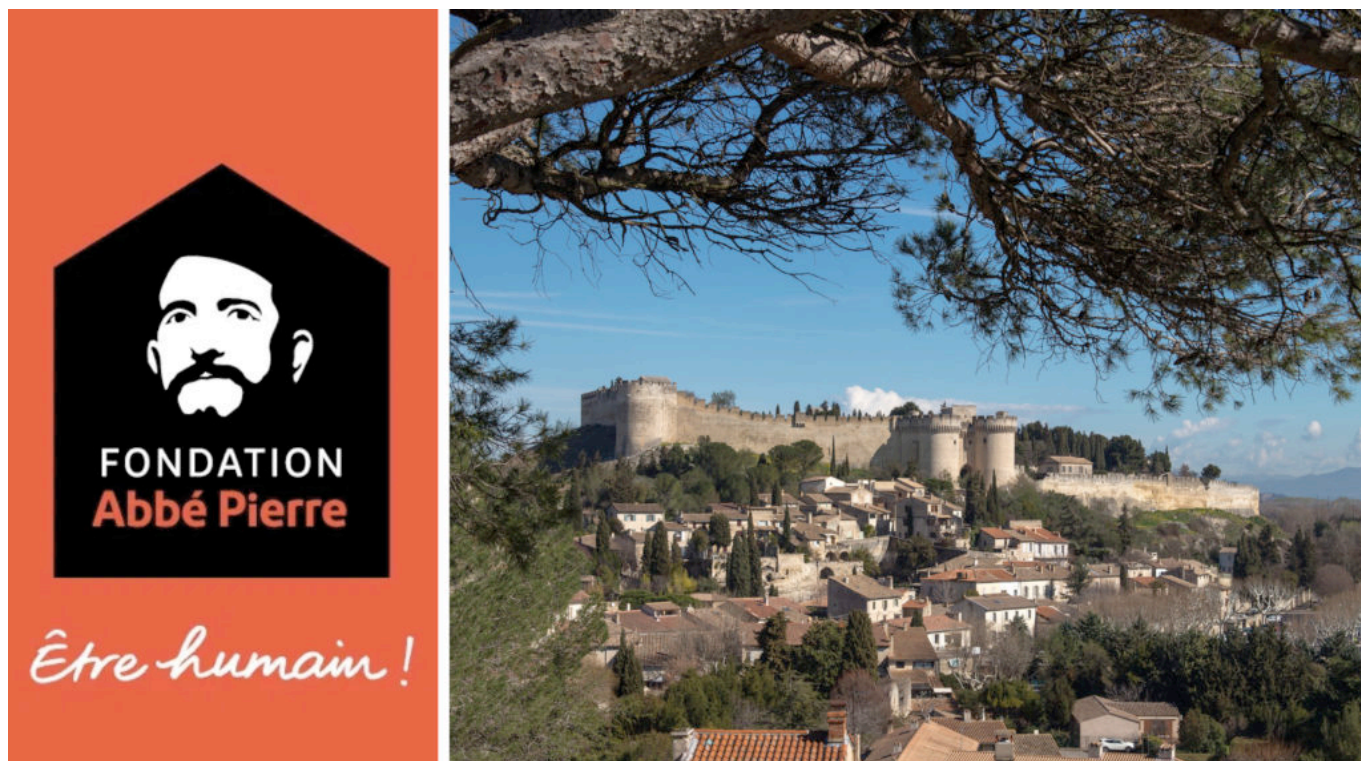
Le Var

Dans le Var, les communes éligibles sont : Les Arcs, Aups, Barjols, Le Beausset, Le Cannet-des-Maures, Cogolin, La Londe-des-Maures, Lorgues, Le Luc, Le Muy, Roquebrune-sur-Argens, Saint-Maximin-la-Sainte-Baume et Salernes.

Petites villes de demain , explication en vidéo.

Pernes, Villeneuve et Les Angles pointées du doigt par la fondation Abbé-Pierre

Écrit par le 22 novembre 2024



Les communes de Pernes-les-Fontaines, Villeneuve-lès-Avignon et Les Angles figurent parmi la liste des 12 villes emblématiques considérées comme des multirécidivistes de la carence en matière de logement social par [la fondation Abbé-Pierre](#).

La fondation Abbé-Pierre vient de présenter un palmarès 2017-2019 des mauvais élèves dans le domaine du logement social. Avec cette initiative, l'association caritative œuvrant pour le logement des défavorisés entend ainsi dénoncer les communes récalcitrantes à la loi SRU* (Solidarité et renouvellement urbains). Adoptée le 13 décembre 2000, ce texte visait à imposer aux communes urbaines de compter 20 ou 25 % de logements sociaux en 2025.

« Son bilan est très positif : lors de cette période triennale 2017-2019, la loi SRU a encore fait la preuve de son efficacité, explique la Fondation. Alors que les objectifs de production cumulés ont augmenté (200 000 logements sociaux à produire en 3 ans), ils ont globalement été atteints à hauteur de 116% (contre 106% lors de la période précédente). La production HLM (Habitation à loyer modéré) dans ces communes a ainsi augmenté de 21% entre les deux périodes. La loi SRU réussit donc à recentrer la production HLM vers les zones tendues qui en comptaient peu, contribuant ainsi à augmenter l'offre de logements abordables et à mieux la répartir.

Les villes du Sud sont à la traîne...

Ce bon résultat global cache cependant de grandes disparités parmi les communes concernées. Si la majorité des communes ont atteint voire dépassé leur dernier objectif quantitatif triennal, 467 villes n'y

Ecrit par le 22 novembre 2024

sont pas parvenues. Parmi elles, 106 ont même réalisé moins de 20% de cet objectif.

Si 71 % des communes de Bourgogne Franche-Comté en carence de logements sociaux ont atteint leurs objectifs sur cette période, seulement 17 % des communes de Provence-Alpes-Côte d'Azur dans ce cas y sont parvenues. La région Sud, où figurent 71 communes (dont 12 communes vauclusiennes**) menacées d'un constat de carence SRU pour ne pas avoir suffisamment construit de logements sociaux entre 2017 et 2019, affiche le plus mauvais bilan derrière la Corse (33%) et les Pays de Loire (41%).

Les multirécidivistes de la carence

Parmi ce demi-millier de mauvais élève, la fondation Abbé-Pierre dénonce certaines communes qui ont été carencées à chacune des cinq premières périodes triennales depuis la mise en œuvre de la loi SRU.

« Il s'agit des 12 communes emblématiques qui seront à nouveau proposées à la carence par les préfets pour cette sixième période, mettant ouvertement l'Etat au défi », prévient la Fondation.

Des communes symboles où le Vaucluse et le Grand Avignon apparaissent malheureusement en bonne place puisque Pernes-les-Fontaines, Villeneuve-lès-Avignon et Les Angles sont loin d'avoir réalisé les objectifs initiaux en matière de construction de HLM. Ainsi, entre 2004 et 2019 le taux de logements sociaux est passé de 4,76% à 5,72% à Pernes, de 7,19% à 9,24% aux Angles et de 6,82% à 9,97% pour la cité cardinalice. Bien loin des 20% et encore davantage des 25% voulus par la loi SRU.

**Pour accroître et mieux répartir le parc social, l'article 55 de la loi SRU de 2000 impose d'atteindre un quota de 20 ou 25% de logements sociaux aux communes supérieures à 3 500 habitants (1 500 en Ile-de-France) situées dans des agglomérations ou des intercommunalités de plus de 50 000 habitants comprenant au moins une commune de plus de 15 000 habitants. Depuis la loi de 2013 portant l'obligation du taux de logements sociaux dans les communes assujetties à 25%, l'ancien taux de 20% est devenu l'exception, pour des zones moyennement tendues. Le nombre de communes concernées par la loi SRU est passé de 728 à l'origine à 1 053 aujourd'hui, dont près des deux tiers ont une obligation à 25%, les autres se situant à 20%.*

***Parmi les 12 communes vauclusiennes ayant fait l'objet d'un constat de carence, Carpentras, Caumont-sur-Durance, Entraigues-sur-la-Sorgue, Monteux et Orange ont atteint leurs objectifs. Cheval-Blanc, l'Isle-sur-la-Sorgue, Pernes-les-Fontaines et Le Thor sont toujours carencés par rapport aux objectifs précédents alors que Courthézon, Mazan et Saint-Saturnin-lès-Avignon apparaissent dans la liste des nouvelles communes carencées.*

A cela s'ajoute pour le bassin de vie les communes des Angles, Villeneuve-lès-Avignon, Barbentane, Rognonas et Eyraques.

Pernes-les-Fontaines : une exposition de photos du 23 au 25 octobre



L'association pernoise '[La Photo dans le cadre](#)' organise les vendredi 23, samedi 24 et dimanche 25 octobre une exposition de photos intitulée "Week-end en Images" à la Chapelle des Pénitents Blancs.

Malgré le contexte de crise sanitaire, les membres de l'association 'La Photo dans le cadre' ont annoncé vouloir maintenir l'exposition. « Nous pensons que dans la situation actuelle il est important de maintenir des événements culturels en respectant les gestes barrières et nous espérons que vous serez nombreux à venir découvrir cette exposition de photos durant ces 3 journées. Les photographes de l'association sont mobilisés et seront présents pour partager leur passion avec vous... Venez nous rencontrer pour nous soutenir ! » a ainsi déclaré Patrick Denis, le président de l'association.

Écrit par le 22 novembre 2024

Les 10 artistes présents : Marie-France Zumaquero, Catherine Vernay, Philippe Croayne, Jean-Pierre Rieu, Alain Pérot, James Jaulin, Rosie Jackson, Bernard Lescot, Patrick Denis et Yann Chaplet.

Du vendredi 23 au dimanche 25 octobre. 10h à 18h. Chapelle des Pénitents Blancs. 248, rue Emile Zola. Pernes-les-Fontaines. Entrée libre.

Pernes-les-Fontaines : Montebourg met le Vaucluse à l'amande



La société [la Compagnie des Amandes](#) vient de lancer la plantation de près de 26 hectares d'amandiers à Pernes-les-Fontaines. Depuis 2018, l'entreprise co-fondée par [Arnaud Montebourg](#) et l'homme d'affaires [François Moulias](#), ancien président du directoire du journal Libération notamment, s'est lancée dans la plantation d'amandiers dans tout le midi méditerranéen en Provence-Alpes-Côte d'Azur, Occitanie et Corse. Objectif : planter 2 000 hectares d'ici 2024 afin de relancer une filière 'made in France' en s'associant avec des

Ecrit par le 22 novembre 2024

exploitants agricoles et en leur apportant des financements, des conseils scientifiques et agronomiques ainsi qu'un débouché commercial.

Le modèle agronomique se veut également exemplaire, sans herbicide, avec préservation de zones de biodiversité, certification HVE (Haute valeur environnementale) et une recherche de solutions de biocontrôle du ravageur de l'amandier en collaboration avec l'Inrae (Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement) et le CNRS (Centre national de la recherche scientifique)

Ce projet a également reçu le soutien du GRCETA (Groupement de recherche sur les cultures et techniques agricoles) de Basse Durance, de la Société du canal de Provence ainsi que la région Sud-Provence-Alpes-Côte d'Azur qui y voit l'opportunité de développer une filière créatrice de valeur en secteur rural.

Ce nouveau verger d'amandiers en Vaucluse est sous la responsabilité de l'agriculteur vaclusien Vincent Fabre ([voir ici l'interview en vidéo](#)). La première récolte est attendue pour 2023.

« La Compagnie des Amandes recherche aussi un chef de culture pour son projet à Sérignan-du-Comtat. »

Par ailleurs, la Compagnie des Amandes n'entend pas s'arrêter en si bon chemin en Vaucluse puisqu'elle [recherche également un chef de culture pour son nouveau verger à Sérignan-du-Comtat](#). Dans ce cadre, ce verger innovant d'amandiers sera planté début 2021. Il comprendra 70 ha en conduite traditionnelle, 30 ha en haie fruitière, le tout sous labellisation à minima HVE et conduit selon un cahier des charges agro-écologique.

Outre la société dont Arnaud Montebourg est le président, le Vaucluse dispose également d'un autre défenseur de cette filière : [les nougats Silvain](#) à Saint-Didier. L'entreprise familiale a ainsi créé dès 2016 une association de promotion des amandiers en Provence, culture autrefois majeurs dans la région et maintenant délaissée au fil du temps. Ainsi, près de 86% des amandes consommées à ce jour en France proviennent de l'étranger. Et les nougats Silvain n'hésite pas montrer l'exemple, puisque la société artisanale détentrice du label EPV (Entreprise du patrimoine vivant) a développé ses propres vergers d'amandiers afin de couvrir ses besoins (10 tonnes par an) permettant de proposer sa production dans ses deux boutiques à Saint-Didier et à Aubagne ainsi chez la cinquantaine de revendeurs sur l'ensemble de la France.

Écrit par le 22 novembre 2024

'Allogarage 2020' : 4 garages Vauclusiens au palmarès des meilleurs garages de France



Pour la 7ème année consécutive, **Allogarage** dévoile sa sélection des meilleurs garages de France. Cette année, ils sont quatre garages dans le Vaucluse à avoir été distingués pour leur qualité de service.

Sur une initiative similaire aux récompenses attribuées aux meilleurs restaurants et hôtels, Allogarage dévoile pour la 7ème année consécutive sa sélection des Meilleurs Garages de France. Cette année en France, 189 garages ont été plébiscités par leurs clients.

Une sélection a été réalisée à partir de critères objectifs et en toute transparence à l'aide d'avis clients : le garage possède au minimum 25 avis publiés et vérifiés, il dispose d'une note moyenne supérieure à 4

Ecrit par le 22 novembre 2024

sur 5 et présente moins de 5 % d'avis négatifs. Les avis publiés sont conformes à la norme AFNOR NF Z 74-501 officialisée le 3 Juillet 2013, et chaque auteur a été identifié en exigeant systématiquement une copie de sa facture de réparation.

Dans le département de Vaucluse, 4 garages ont ainsi été récompensés : la Carrosserie Bressy Axial (351 Rue des Pays Bas, Orange), le Garage des Fontaines (20 Route de l'Isle-sur-Sorgues, Pernes-les-Fontaines), la Carrosserie Damery (Impasse de la Pompe, Piolenc) et la Carrosserie Bollénoise (Route de Mondragon, Bollène). Proches du Vaucluse, le Garage Davanier-SARL DSCC (450 Route de Saint-Génies de Comolas, Saint-Laurent-des-Arbres) et la Carrosserie Manfrini (27 Rue Aimé et Eugène Cotton, Arles) sont également au palmarès.

Lancé en 2007, plébiscité chaque mois par plus de 400 000 automobilistes, Allogarage est depuis 2009 le premier guide comparatif sur Internet à vérifier de façon systématique les avis déposés en demandant une copie des factures aux clients, et le premier site automobile à suivre à la norme AFNOR NF Z 74-501 dévoilée en Juillet 2013. A ce jour, Allogarage recense plus de 25 000 garages en France.

Pernes-les-Fontaines : un dimanche chez Artophage

Ecrit par le 22 novembre 2024



On ne présente plus Artophage, galerie associative sise à Pernes-les-Fontaine. Moins d'un an après son ouverture et malgré le confinement, le rythme de croisière est pris et les événements festifs et artistiques se succèdent avec une fréquentation conséquente. Mais surtout l'humain est toujours au cœur de ce projet artistique. Tous les trimestres un artiste est à l'honneur. On lui laisse le temps, les lieux, l'espace de rencontre avec le public et l'alchimie opère. Ainsi l'artiste Evelyne Truffet expose jusqu'au 30 septembre et rencontrera le public lors d'un brunch dominical. Sa technique s'appuie sur les techniques de la sculpture traditionnelle mais tout l'inspire : la terre, le textile, les objets de récupération. Un travail riche et sensible.

Exposition jusqu'au 30 septembre. Rencontre/ partage avec l'artiste. Dimanche 13 septembre. 10h à 12h30. Galerie associative Artophage. Du mardi au samedi de 10h à 12h30 et de 14h à 19h. Le dimanche de 10h à 12h30. 11, avenue Font de Luna. Pernes-les-Fontaines. 06 46 89 54 40. www.artophage.fr